La *Charte de la langue française* prévoit, dans le cadre de la démarche de francisation, la possibilité pour une entreprise admissible de conclure avec l’Office québécois de la langue française une **entente particulière** qui lui permet d’utiliser une autre langue que le français comme **langue de fonctionnement** pour les activités de son **siège social** ou de son **centre de recherche**, pour un nombre déterminé de postes et dans des situations bien précises.

Par « langue de fonctionnement », on entend la langue utilisée par le personnel d’une entreprise, tant à l’oral qu’à l’écrit, dans certaines de ses communications internes et externes, à savoir celles qui ont trait au déroulement de ses activités de siège social ou de centre de recherche. Notez toutefois que dans le cadre d’une entente particulière, certaines communications internes de l’entreprise doivent quand même être en français selon l’article 3 du *Règlement précisant la portée des termes et expressions utilisés à l’article 144 de la Charte de langue française et facilitant sa mise en œuvre* (RLRQ, c C-11, r 12) et que les communications externes de l’entreprise avec des interlocutrices ou interlocuteurs au Québec doivent être aussi en français.

Les ententes particulières prévues par l’article 144 de la *Charte* constituent un régime d’exception qui ne s’applique que dans des circonstances bien précises. Cette disposition de la *Charte* vise à tenir compte du contexte particulier des centres de recherche et des sièges sociaux dans le processus de francisation. Une entreprise admissible peut, si elle en fait la demande à l’aide du présent formulaire, demander une entente particulière pour son siège social ou pour son centre de recherche situé au Québec, ou encore pour les deux.

Ce formulaire vise à déterminer, dans un premier temps, l’admissibilité de l’entreprise à une telle entente et, dans un deuxième temps, la portée de l’entente, c’est-à-dire les postes de travail et les situations auxquelles elle pourra s’appliquer. Il contient une section sur le siège social (section 2) et une autre, sur le centre de recherche (section 3).

*Ne remplissez que les sections pertinentes pour l’entreprise. Il n’est pas nécessaire de répondre aux questions concernant le siège social si vous ne demandez pas ce type d’entente. Il en est de même pour la section sur le centre de recherche. N’oubliez pas cependant de signer le formulaire à la section 4, en tant que représentant ou représentante de l’entreprise auprès de l’Office et membre de la direction. Si l’entreprise emploie au Québec 100 personnes ou plus, les membres du comité de francisation doivent également signer le document.*

**Transmission du formulaire**

|  |
| --- |
| Le formulaire dûment rempli et signé ainsi que les documents à l’appui de la demande, le cas échéant, peuvent être transmis par courriel directement à la conseillère ou au conseiller en francisation assigné à votre dossier ou encore par courrier, à l’adresse suivante :  |
| Office québécois de la langue françaiseDirection de la francisation276, rue Saint-Jacques, bureau 400Montréal (Québec) H2Y 1N3 |

**Prochaine étape**

L’Office analysera les renseignements fournis dans le formulaire et communiquera avec vous, au besoin, afin de compléter l’évaluation de la demande d’entente particulière. Si l’entreprise est admissible, une ou des ententes particulières pourraient être conclues avec l’Office, le cas échéant.

**Des questions?**

Pour toute question relative aux ententes particulières ou au formulaire, vous pouvez communiquer avec votre conseillère ou votre conseiller en francisation par téléphone au **1 888 873-6202**.

**SECTION 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

|  |
| --- |
| renseignements sur l’identité de l’entreprise |
| Nom de l’entreprise(tel qu’il est enregistré au registre des entreprises du Québec) |       | [Numéro d’entreprise du Québec (NEQ)](http://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/fr/a_propos/neq/) |       |
| Autres noms utilisés au Québec |       |
| PRINCIPAL ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC |
| Adresse : Numéro, rue, local ou bureau |       |
|  | Ville et code postal |       |
| REPRÉSENTANT OU REPRÉSENTANTE DE L’ENTREPRISE DÉSIGNÉ(E) PAR LA DIRECTION – MEMBRE DE LA DIRECTION |
|  |
| Madame |[ ]  Prénom |       | Titre ou fonction (dans l’entreprise) |       |
| Monsieur  |[ ]  Nom |       |  |  |
| Téléphone |        | Poste |        | Courriel |       |
| Adresse au travail (si différente de celle indiquée plus haut)Numéro, rue, local ou bureau |       |
| Ville et code postal  |       |

**SECTION 2 − SIÈGE SOCIAL**

Si l’entreprise répond aux deux conditions énoncées ci-dessous **ET** qu’il lui est impossible de se conformer à l’un ou plusieurs des éléments prévus à l’article 141 de la *Charte de la langue française*, même en tenant compte de l’article 142 de cette loi, elle peut demander une entente particulière pour son siège social.

|  |
| --- |
| CONDITIONS D’ADMISSIBILITÉ DU SIÈGE SOCIAL |
| PREMIÈRE CONDITION : SIÈGE SOCIAL AU QUÉBEC DONT LES ACTIVITÉS S’ÉTENDENT À L’EXTÉRIEUR (articles 4 et 5 du *Règlement de l’Office québécois de la langue française sur la définition de « siège » et sur la reconnaissance des sièges pouvant faire l’objet d’ententes particulières avec l’Office* (RLRQ, c C-11, r 3)) |
| Selon les modalités du *Règlement*, une entreprise doit démontrer notamment que son siège social est établi au Québec et que son activité s’étend hors du Québec pour être admissible à une entente particulière. Elle doit gérer un ou des établissements à l’extérieur du Québec ou encore démontrer que les personnes chargées des activités de direction détiennent un pouvoir de contrôle ou de gérance concernant les postes situés à l’extérieur du Québec. |
| TYPE DE SIÈGE SOCIAL |
| Siège social au Québec |[ ]  Nombre total d’employé(e)s au siège social  |       |
| Bureau principal canadien situé au Québec d’une entreprise dont le siège social se trouve à l’extérieur du Canada |[ ]  Nombre total d’employé(e)s au bureau principal canadien au Québec |       |
| Adresse du siège social hors du CanadaNuméro, rue, local ou bureau |       |
| Ville, code postal et pays |       |
| activités à l’extérieur DU québec  |
| Nombre d’**employé(e)s** à l’extérieur du Québec gérés par le siège social du Québec |       |
| Décrivez les activités de siège social de l’entreprise qui s’étendent à l’extérieur du Québec ainsi que les liens hiérarchiques entre les postes du siège social au Québec et les postes situés à l’extérieur du Québec et joignez la liste complète des établissements à l’extérieur du Québec qui relèvent du siège social au Québec, le cas échéant.  |
|      *Joignez une copie du plus récent organigramme de l’entreprise.* |

|  |
| --- |
| ÉTABLISSEMENTS À L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC |
| Nombre d’**établissements** à l’extérieur du Québec gérés par le siège social du Québec  |       |
| Nom de l’établissement |       | Nombre d’employé(e)s |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       |
| Ville, code postal et pays  |        |
|  |
| Nom de l’établissement |       | Nombre d’employé(e)s  |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       |
| Ville, code postal et pays |        |
|  |
| Nom de l’établissement |       | Nombre d’employé(e)s  |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       |
| Ville, code postal et pays  |       |
|  |
| Nom de l’établissement |       | Nombre d’employé(e)s  |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       |
| Ville, code postal et pays  |       |
|  |
| *Joignez une annexe, au besoin.* |

|  |
| --- |
| DEUXIÈME CONDITION : MOYENNE DE REVENUS BRUTS PROVENANT DE L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC SUPÉRIEURE À 50 % Selon les modalités de l’article 4 du *Règlement de l’Office québécois de la langue française sur la définition de « siège » et sur la reconnaissance des sièges pouvant faire l’objet d’ententes particulières avec l’Office* (c C-11, r. 3) une entreprise doit démontrer que la moyenne de ses revenus bruts provenant de l’extérieur du Québec est supérieure à 50 % au cours des trois années précédant la demande. |
| REVENUS BRUTS PROVENANT DE L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES |
| **Année** | **Revenus bruts de l’entreprise provenant de l’extérieur du Québec (en %)** |
|  20     |       |
|  20     |       |
|  20     |       |
| **Moyenne**  |  |

|  |
| --- |
| **Si, au cours des trois années précédant la demande, la moyenne des revenus bruts de l’entreprise provenant de l’extérieur du Québec est inférieure à 50 %**, démontrez, conformément à l’article 5 du *Règlement*, en quoi il lui est impossible de se conformer à l’un ou plusieurs des éléments prévus à l’article 141 de la *Charte de la langue française*, même en tenant compte de l’article 142 de cette loi, pour l’une des raisons suivantes :1. la fréquence de ses relations avec l’étranger (par exemple, pour l’obtention de brevets et d’homologations à l’étranger, la gestion ou la participation à des projets de recherche avec l’extérieur du Québec, la diffusion de travaux de recherche hors du Québec à des fins scientifiques et commerciales);
2. la complexité des techniques utilisées;
3. les besoins en personnel spécialisé;
4. les incidences de l’application de son programme de francisation sur sa position concurrentielle.
 |
|       |
| *Joignez des documents à l’appui, au besoin.*  |

**AVANT D’ALLER PLUS LOIN**

*Si l’entreprise répond aux deux conditions mentionnées ET qu’il lui est impossible de se conformer à l’un ou plusieurs des éléments prévus à l’article 141 de la* Charte de la langue française*, même en tenant compte de l’article 142 de cette loi, veuillez remplir les parties 2A et 2B.*

|  |
| --- |
| 2. PORTÉE DE L’ENTENTE PARTICULIÈRE DE SIÈGE SOCIAL  |
| 2A) postes visés par la demande d’entente particulière |
| **Nom de l’unité administrative**(Direction des ressources humaines, financières, etc.) | **Catégorie d’emploi**(ex. : personnel-cadre, professionnel, technique ou administratif) | **Titre de chacun****des postes** | **Raison de la nécessité d’utiliser une autre langue que le français** | **Nombre** **de postes visés par l’entente** |
|       | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|       | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|       | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|       | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
| **Total** |       |
| *Joignez une annexe, au besoin.* |

|  |
| --- |
| 2b) PORTÉE DE L’ENTENTE DE SIÈGE SOCIAL |
| **Précisez les situations** dans lesquelles l’entreprise demande à l’Office d’autoriser l’utilisation d’une autre langue que le français comme langue de fonctionnement pour les postes qu’occupent les personnes physiques chargées, à l’échelle pancanadienne ou internationale, des activités de la **direction générale**, des **directions fonctionnelles** ou des **directions de service** de l’ensemble de l’entreprise, par exemple la gestion centralisée au Québec de différentes fonctions d’entreprise, des contrats, ou encore la gestion d’établissements hors du Québec, l’utilisation d’un système de gestion commun à l’ensemble des établissements, la rédaction de directives pour le personnel des établissements à l’extérieur du Québec, etc. |
|       |
| *Joignez une annexe, au besoin.*  |

**SECTION 3 − CENTRE DE RECHERCHE**

On entend par « centre de recherche » un groupe de chercheuses et de chercheurs qualifiés ou une entité administrative au sein d’une entreprise qui mène principalement des activités de recherche comprenant une démarche scientifique. Les activités de recherche pouvant être incluses dans les ententes particulières sont celles de :

* **la recherche fondamentale**, soit la recherche scientifique qui vise à repousser les limites de la connaissance ou à déboucher sur de nouvelles perspectives de recherche;
* **la recherche appliquée**, soit la recherche scientifique qui vise l’acquisition et la mise en application de connaissances contribuant à la résolution d’un problème pratique déterminé;
* **le développement expérimental**, soit l’ensemble des activités de recherche qui recourent aux connaissances provenant de la recherche fondamentale ou appliquée afin d’améliorer ou de modifier des produits ou procédés existants, ou encore d’en développer de nouveaux;
* **la recherche et le développement**, soit l’ensemble des activités liées à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée ou au développement expérimental qui visent à faire progresser les connaissances en recourant à une démarche scientifique. Cela peut inclure la mise au point de nouveaux produits, ou d’autres activités pouvant avoir des applications industrielles, à l’exclusion des activités destinées à améliorer les processus de production ou de fabrication déjà en cours.

Si l’entreprise mène au Québec des activités répondant à cette définition **ET** qu’il lui est impossible de se conformer à l’un ou plusieurs des éléments prévus à l’article 141 de la *Charte de la langue française*, même en tenant compte de l’article 142 de cette loi, elle peut demander une entente particulière de centre de recherche.

|  |
| --- |
| 1. CONDITIONS D’ADMISSIBILITÉ DU CENTRE DE RECHERCHE |
| Nombre total d’employé(e)s au centre de recherche situé au Québec  |       |
| **Description des activités de recherche** |
| Au cours des 24 mois précédant la demande d’entente particulière, l’entreprise a-t-elle obtenu des crédits d’impôt en recherche et développement? [ ]  Oui [ ]  Non |
| Si vous avez répondu oui, décrivez les projets de recherche pour lesquels l’entreprise a demandé des crédits d’impôt en recherche et développement, en prenant soin de préciser de quel type de recherche il s’agit en fonction de la définition ci-haut.  |
|       |
| Décrivez la nature des activités du centre de recherche en précisant le ou les motifs qui justifient l’emploi d’une autre langue que le français comme langue de fonctionnement.  |
| **Activités** | **Motifs de l’utilisation d’une autre langue que le français** |
|       |       |
|       |       |
|       |       |
|       |       |
| *Joignez des documents à l’appui de la demande, au besoin.* |

*Si l’entreprise bénéficie déjà d’une entente particulière de siège social ou qu’elle en fait une demande simultanément, passez directement aux questions 2A et 2B.*

|  |
| --- |
| **Si l’entreprise n’a pas d’entente particulière de siège social**,veuillez expliquer les raisons pour lesquelles il lui est impossible de se conformer à l’un ou plusieurs des éléments prévus à l’article 141 de la *Charte de la langue française*, même en tenant compte de l’article 142 de la loi, pour l’une des raisons suivantes :1. la fréquence des relations avec l’étranger (par exemple, pour l’obtention de brevets et d’homologations à l’étranger, la gestion ou la participation à des projets de recherche avec l’extérieur du Québec, la diffusion hors du Québec à des fins scientifiques et commerciales);
2. la complexité des techniques utilisées;
3. les besoins en personnel spécialisé;
4. les incidences de l’application de son programme de francisation sur sa position concurrentielle.
 |
|       |
| *Joignez des documents à l’appui de la demande, au besoin.*  |

|  |
| --- |
| **2. PORTÉE DE L’ENTENTE PARTICULIÈRE DE CENTRE DE RECHERCHE** |
| 2a) postes visés par la demande d’entente particulière |
| **Nom de l’unité administrative**(Direction des ressources humaines, financières, etc.) | **Catégorie d’emploi**(ex. : personnel-cadre, professionnel, technique ou administratif) | **Titre de chacun****des postes** | **Raison de la nécessité d’utiliser une autre langue que le français** | **Nombre de postes visés par l’entente** |
|       | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|       | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|       | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|       | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
|  | Choisissez un élément. |       | Choisissez un élément. |       |
| **Total** |       |
| *Joignez une annexe, au besoin.* |

|  |
| --- |
| 2b) PORTÉE DE L’ENTENTE DE CENTRE DE RERCHERCHE  |
| **Précisez les situations** dans lesquelles l’entreprise demande à l’Office d’autoriser l’utilisation d’une autre langue que le français comme langue de fonctionnement, par exemple durant l’accomplissement de tâches comme la conception et l’exécution d’activités de **recherche fondamentale**,de **recherche appliquée** oude **développement expérimental**. Les activités de **recherche et développement** liées à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée ou au développement expérimental qui visent à faire progresser les connaissances en recourant à une démarche scientifique peuvent également être admissibles.  |
|       |
| *Joindre des documents en annexe, au besoin.*  |

## Section 4 − ATTESTATION DE L’EXACTITUDE DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS

|  |
| --- |
| REPRÉSENTANT OU REPRÉSENTANTE DÉSIGNÉ(E) PAR LA DIRECTION – MEMBRE DE LA DIRECTION |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Madame [ ] [ ]  | Monsieur [ ] [ ]  | Prénom |       | Nom |       |
| Fonction dans l’entreprise |       | Courriel |       |
| Téléphone |       | Poste |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |        |
| Ville |       | Code postal |       |
| J’atteste que les renseignements contenus dans ce document sont exacts et représentent la situation actuelle de l’entreprise | *Signature* |  | Date |       |

|  |
| --- |
| 1. membres du comité de francisation (pour les entreprises qui emploient cent personnes ou plus)
 |
| **REPRÉSENTANT OU REPRÉSENTANTE DÉSIGNÉ(E) PAR Le comité de francisation – membre représentant les travailleurs et les travailleuses** |
| Madame [ ] [ ]  | Monsieur [ ] [ ]  | Prénom |       | Nom |       |
| Fonction dans l’entreprise |       | Courriel |       |
| Téléphone |       | Poste |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       *(si différente de celle du ou de la représentante de la direction)* |
| Ville |       | Code postal |       |
| Membre syndiqué | CSD [ ] [ ]  | CSN [ ] [ ]  | FTQ [ ] [ ]  | Syndicat indépendant [ ]  | Membre non syndiqué [ ]  |
| J’atteste que les renseignements contenus dans ce document sont exacts et représentent la situation actuelle de l’entreprise | *Signature* |  | Date |       |

|  |
| --- |
| **autre membre du comité de francisation représentant les travailleurs et les travailleuses** |
| Madame [ ] [ ]  | Monsieur [ ] [ ]  | Prénom |       | Nom |       |
| Fonction dans l’entreprise |       | Courriel |       |
| Téléphone |       | Poste |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       *(si différente de celle du ou de la représentante de la direction)* |
| Ville |       | Code postal |       |
| Membre syndiqué | CSD [ ] [ ]  | CSN [ ] [ ]  | FTQ [ ] [ ]  | Syndicat indépendant [ ]  | Membre non syndiqué [ ]  |
| J’atteste que les renseignements contenus dans ce document sont exacts et représentent la situation actuelle de l’entreprise | *Signature* |  | Date |       |

|  |
| --- |
| **autre membre du comité de francisation représentant les travailleurs et les travailleuses** |
| Madame [ ] [ ]  | Monsieur [ ] [ ]  | Prénom |       | Nom |       |
| Fonction dans l’entreprise |       | Courriel |       |
| Téléphone |       | Poste |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       *(si différente de celle du ou de la représentante de la direction)* |
| Ville |       | Code postal |       |
| Membre syndiqué | CSD [ ] [ ]  | CSN [ ] [ ]  | FTQ [ ] [ ]  | Syndicat indépendant [ ]  | Membre non syndiqué [ ]  |
| J’atteste que les renseignements contenus dans ce document sont exacts et représentent la situation actuelle de l’entreprise | *Signature* |  | Date |       |

|  |
| --- |
| **autre membre du comité de francisation désigné par la direction** |
| Madame [ ] [ ]  | Monsieur [ ] [ ]  | Prénom |       | Nom |       |
| Fonction dans l’entreprise |       | Courriel |       |
| Téléphone |       | Poste |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       *(si différente de celle du ou de la représentante de la direction)* |
| Ville |       | Code postal |       |
| Membre syndiqué | CSD [ ] [ ]  | CSN [ ] [ ]  | FTQ [ ] [ ]  | Syndicat indépendant [ ]  | Membre non syndiqué [ ]  |
| J’atteste que les renseignements contenus dans ce document sont exacts et représentent la situation actuelle de l’entreprise | *Signature* |  | Date |       |

|  |
| --- |
| **autre membre du comité de francisation désigné par la direction** |
| Madame [ ] [ ]  | Monsieur [ ] [ ]  | Prénom |       | Nom |       |
| Fonction dans l’entreprise |       | Courriel |       |
| Téléphone |       | Poste |       |
| AdresseNuméro, rue, local ou bureau |       *(si différente de celle du ou de la représentante de la direction)* |
| Ville |       | Code postal |       |
| Membre syndiqué | CSD [ ] [ ]  | CSN [ ] [ ]  | FTQ [ ] [ ]  | Syndicat indépendant [ ]  | Membre non syndiqué [ ]  |
| J’atteste que les renseignements contenus dans ce document sont exacts et représentent la situation actuelle de l’entreprise | *Signature* |  | Date |       |